



27-10-2013

Il faut nationaliser Alcatel-Lucent

Mardi 22 octobre un millier de salariés des sites d'Alcatel Lucent d'Orvault (Loire Atlantique), de Rennes (Ile et Vilaine), de Lannion (Côtes d'Armor), d'Ormes (Loiret) et de la région parisienne ont manifesté à Nantes contre le plan Shift qui prévoit la fermeture ou la cession de plusieurs établissements En France. Communistes 44, leur a apporté son soutien.

Michel Combes, directeur général du groupe Alcatel, a annoncé un plan de restructuration, le "plan Shift", qui pour économiser un milliard d'euros par an prévoit la suppression de **10000 postes dans le monde** d'ici la fin 2015. En **France 900** postes vont être **supprimés** et **900** autres sont concernés par l'**externalisation**, les **fermetures** ou la **mobilité** entre sites. Les sites de Toulouse et de Rennes doivent fermer rapidement, ceux d'Eu (Seine Maritime), d'Ormes et d'Orvault verront leur sort réglé en 2015.

Pour justifier ce « plan shift » M. Combes raconte qu'il perd entre 800 millions et 1 milliard d'euros par an depuis 2006. **Faux : en 2011** le groupe a effacé la perte de 334 millions d'euros de 2010. Il affiche **plus d'1 milliard d'euros de bénéfices nets pour 2011** (usine nouvelle, 10 février 2012).

Depuis la fusion d'Alcatel avec l'américain Lucent en 2006 les salariés ont connu 7 plans de restructuration qui se sont traduits par une baisse des effectifs. Le nombre de salariés est passé de **12500 en 2006 à 8000 en 2013**, les suppressions annoncées par ce **8^{ème} plan** porteraient à **6200** le nombre de salariés en France, soit **une baisse de 50% en 7 ans**. Progressivement les activités d'Alcatel se sont déplacées dans les filiales du groupe en **Europe de l'Est** mais aussi aux **Etats-Unis** et en **Chine**.

Depuis l'annonce du plan "Shift" la mobilisation des salariés n'a pas faibli : grèves et manifestations se multiplient.

La **CFDT**, syndicat majoritaire, estime qu'il faut «supprimer des emplois et fermer des sites ». Elle appelle au soutien de l'Etat. **Or négocier pour diminuer le nombre de licenciements c'est accepter le plan "shift"**.

Le **gouvernement PS** approuve les décisions du directeur général d'Alcatel. Montebourg veut revoir **le nombre de suppressions de postes**". Ceux qui resteront sur le carreau apprécieront! Jean-Marc

Ayrault ne dit pas autre chose et **Hollande déclare** "il faudra voir comment on **peut réduire autant qu'il est possible** l'ampleur des suppressions" après avoir affirmé "que l'Etat n'était pas décideur. La messe est dite! **Marine Le Pen**, demande au **gouvernement** de faire pression sur la direction d'Alcatel pour **remettre en cause l'ampleur** des licenciements. UMP, FN, PS ils sont tous d'accord. **Démonstration éclatante que pour défendre l'emploi, arrêter la casse des entreprises il n'y a rien à attendre de la droite, du PS, du FN, les trois fers au feu du capital.**

Communistes propose la nationalisation sans indemnisation des grands moyens de production et de tout le système bancaire ainsi que leur gestion démocratique par les salariés. C'est la condition du **développement indépendant et souverain de la France.**

Pour faire échec au plan concocté par Michel Combes, à sa volonté d'investir dans des filiales à l'étranger pour faire baisser ce qu'ils osent appeler le coût du travail, et pour répondre aux exigences des actionnaires, les luttes des salariés d'Alcatel-Lucent sont décisives.

Communistes sera toujours à leur côté et apportera son soutien fraternel et solidaire.

www.sitecommunistes.org